



L'AFFAIRE DU SIÈCLE



GREENPEACE



FONDATION
NICOLAS HULOT
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



Paris, le 08/02/2019

M. Edouard Philippe
Premier Ministre
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Objet : L'Affaire du Siècle

Monsieur le Premier Ministre, voilà pourquoi l'Affaire du Siècle, c'est aussi votre affaire

Le climat n'est pas une petite affaire. C'est l'Affaire du Siècle, soutenue par deux millions de personnes. Notre capacité collective à réduire drastiquement et immédiatement nos émissions de gaz à effet de serre, en transformant en profondeur notre système économique et social, est absolument déterminante. Il en va des conditions de la vie sur Terre et, très concrètement, de la protection de nos droits les plus essentiels : se nourrir, se loger, avoir des enfants, vivre en paix, en bonne santé, et de manière digne.

Voilà pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, lorsque nos quatre organisations - Notre Affaire à Tous, la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, Greenpeace France, Oxfam France - au nom de l'intérêt général, vous ont adressé, ainsi qu'à douze membres de votre gouvernement, un courrier reprochant à l'Etat son inaction sur le climat, nous attendions une réponse forte.

Voilà pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, lorsque nous avons pointé dans cette demande plusieurs carences fautive avérées de l'Etat français en matière climatique (hausse des émissions de gaz à effet de serre, manquements en matière de rénovation des logements, retards de développement des énergies renouvelables, faiblesse de l'investissement public), nous attendions un sursaut qui soit à la hauteur de ces enjeux colossaux. Nous attendions du gouvernement qu'il annonce de nouvelles mesures - justes, ambitieuses et efficaces pour répondre à ces carences, et protéger nos droits.

Voilà pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, alors que plus de deux millions de personnes ont, en quelques semaines, apporté leur soutien à ce recours en justice, il ne serait pas acceptable d'ignorer leurs attentes. C'est un nombre inédit pour une mobilisation en ligne.

S'il est vrai que M. le Ministre François de Rugy nous a invités à échanger, l'enjeu climatique dépasse largement le périmètre de son ministère et concerne le gouvernement français dans son ensemble. Or, à ce jour, aucune réponse ne nous a été adressée par vos services.

De même, le débat avec des citoyens signataires de l'Affaire du siècle, tel que proposé par le Ministère de la Transition écologique et solidaire ce matin sur Facebook, ne constitue en aucune manière une réponse à ces carences.

Monsieur le Premier Ministre, si une rencontre devait avoir lieu entre nos 4 organisations et le gouvernement pour lui présenter le recours soutenu par deux millions de personnes, les carences qui y sont pointées, et les politiques publiques qui permettraient d'y remédier, elle doit avoir lieu avec vous, en tant que chef du gouvernement.

Parce que le temps presse, il ne s'agit pas de négocier des aménagements dans les politiques publiques existantes mais bien d'engager une révolution climatique immédiate. Nos 4 organisations restent déterminées à déposer leur recours en justice devant le tribunal administratif de Paris au printemps.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

Signataires : Les 4 ONG co-requérantes de l'Affaire du Siècle

Mme Clotilde Bato
Présidente de
Notre Affaire à Tous

Mme Cécile Duflot
Directrice Générale
d'**Oxfam France**

M. Alain Grandjean
Président de la **FNH**

M. Jean-François Julliard
Directeur général
de **Greenpeace France**